

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 865

[2004/200659]

**18 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 juillet 1983 fixant la procédure d'octroi et de retrait d'agrément spécial pour les maisons de repos et de soins;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 juin 1992 fixant la procédure d'octroi et de retrait d'agrément spécial pour les maisons de soins psychiatriques;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 2002 fixant les critères de programmation des services intégrés de soins à domicile;

Vu l'avis du Conseil wallon des établissements de soins, donné le 18 avril 2003;

Vu l'avis du Conseil wallon du troisième âge, donné le 17 avril 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 4 avril 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 2 mai 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales***Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable :1<sup>o</sup> aux maisons de repos et de soins;2<sup>o</sup> aux centres de soins de jour pour personnes âgées;3<sup>o</sup> aux maisons de soins psychiatriques;4<sup>o</sup> aux services intégrés de soins à domicile.**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :1<sup>o</sup> "Ministre" : le Ministre qui a la santé dans ses attributions;2<sup>o</sup> "établissements de soins" : les établissements et services visés à l'article 2;3<sup>o</sup> "administration" : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;4<sup>o</sup> "Conseil" : le Conseil wallon des établissements de soins.CHAPITRE II. — *De l'agrément spécial et de l'agrément spécial provisoire**Section 1<sup>re</sup>. — Règles de base***Art. 4.** Les établissements de soins qui désirent obtenir un agrément spécial introduisent leur demande auprès du Ministre.

Lorsqu'elle est réglementairement requise, l'inscription dans la programmation est une condition de recevabilité de la demande.

Conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins, un agrément spécial provisoire peut être accordé pour une durée de six mois renouvelable aux établissements qui font une première demande.*Section II. — De la première demande d'agrément**Sous-section 1. — De l'agrément spécial provisoire***Art. 5.** Pour être complet, le dossier de première demande doit contenir :1<sup>o</sup> le questionnaire complété et signé dont le modèle est défini par le Ministre;2<sup>o</sup> la liste nominative du personnel ou des collaborateurs indépendants mentionnant la qualification et la durée hebdomadaire du temps de travail ou des prestations;3<sup>o</sup> une copie des conventions conclues avec d'autres établissements de soins, des établissements ou des services, notamment ceux avec lesquels une liaison fonctionnelle doit être assurée conformément aux normes d'agrément;

Le dossier de demande d'agrément spécial doit contenir en sus :

1<sup>o</sup>. Dans le cas d'une maison de repos et de soins :

a) le nombre de lits pour lesquels l'agrément spécial est demandé;

b) le règlement d'ordre intérieur relatif à l'activité médicale;

c) s'il échet, lorsqu'elle est réglementairement requise, la preuve de la réduction équivalente de lits;

d) l'acte de nomination ou la convention qui lie l'établissement avec le médecin coordinateur et conseiller.

2<sup>o</sup>. Dans le cas d'une maison de repos et de soins qui ne bénéficie pas par ailleurs d'un titre de fonctionnement en qualité de maison de repos :

a) le nombre de lits pour lesquels l'agrément spécial est demandé;

b) le règlement d'ordre intérieur relatif à l'activité médicale;

c) s'il échet, lorsqu'elle est réglementairement requise, la preuve de la réduction équivalente de lits;

d) l'acte de nomination ou le contrat qui lie l'établissement avec le médecin coordinateur et conseiller;

e) un plan indiquant par niveau les voies de communication internes, la destination des locaux et le nombre de lits faisant l'objet de la demande d'agrément spécial;

f) une attestation de sécurité incendie délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement de soins, accompagnée du rapport du service d'incendie territorialement compétent;

g) la convention type entre le gestionnaire et le résident;

h) le règlement d'ordre intérieur.

3°. Dans le cas d'un centre de soins de jour :

a) le nombre de places pour lesquelles l'agrément spécial est demandé;

b) s'il échet, lorsqu'elle est réglementairement requise, la preuve de la réduction équivalente de places.

4°. Dans le cas d'un centre de soins de jour qui ne bénéficie pas par ailleurs d'un titre de fonctionnement en qualité de centre d'accueil de jour pour personnes âgées :

a) le nombre de places pour lesquelles l'agrément spécial est demandé;

b) s'il échet, lorsqu'elle est réglementairement requise, la preuve de la réduction équivalente de places;

c) un plan indiquant par niveau les voies de communication internes, la destination des locaux et le nombre de places faisant l'objet de la demande d'agrément spécial ;

d) une attestation de sécurité incendie délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement de soins, accompagnée du rapport du service d'incendie territorialement compétent;

e) la convention type entre le gestionnaire et la personne accueillie;

f) le règlement d'ordre intérieur.

5°. Dans le cas d'une maison de soins psychiatriques :

a) le nombre de lits pour lesquels l'agrément spécial est demandé;

b) s'il échet, lorsqu'elle est réglementairement requise, la preuve de la réduction équivalente de lits;

c) un plan indiquant par niveau les voies de communication internes, la destination des locaux et le nombre de places faisant l'objet de la demande d'agrément spécial;

d) une attestation de sécurité incendie délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement de soins, accompagnée du rapport du service d'incendie territorialement compétent.

6°. Dans le cas d'un service intégré de soins à domicile :

a) les statuts de l'institution;

b) la ou les zones de soins à desservir en fonction du découpage territorial tel que déterminé en annexe, ainsi que le cas échéant l'organisation des sous-zones opérationnelles. Une demande de dérogation aux limites des zones précitées peut être introduite afin de tenir compte des limites des cercles de médecins généralistes qui sont agréés au jour de l'introduction de la demande, tels que visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes.

**Art. 6.** Dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier, l'administration adresse au demandeur un avis soit mentionnant que le dossier est complet, soit l'invitant à le compléter. Dans le second cas, l'administration adresse, dans le même délai, un avis au demandeur lorsque le dossier est complet.

A défaut d'un envoi d'avis dans le délai prévu à l'alinéa précédent, le dossier est réputé complet.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Au cas où il est satisfait aux exigences de recevabilité énumérées à l'article 5 et à l'article 4, alinéa 2, l'agrément spécial provisoire est accordé à l'établissement.

Le Ministre peut également solliciter l'avis du Conseil wallon des établissements de soins.

Dans ce cas, le dossier est transmis concomitamment au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès du Conseil.

Le Ministre fait part de sa décision dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de demande d'agrément spécial.

§ 2. La décision d'octroi d'un agrément spécial provisoire mentionne la date de sa prise d'effet, ainsi que, selon le cas, le nombre de lits ou de places ou la zone de soins pour lequel il est octroyé. La zone de soins est conforme à l'annexe I. Un service intégré de soins à domicile peut être agréé pour une zone ou plusieurs zones contiguës. Une dérogation aux limites des zones de soins telles que fixées en annexe I peut être accordée afin de tenir compte des limites des cercles de médecins généralistes qui sont agréés au jour de l'introduction de la demande, tels que visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes.

L'agrément spécial provisoire est renouvelable pour un même terme si les formalités énumérées à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, n'ont pu être réalisées dans un délai de six mois à dater de l'octroi de l'agrément spécial provisoire.

#### Sous-section 2. — De l'agrément spécial

**Art. 8.** Pendant la période couverte par l'agrément spécial provisoire, l'administration instruit le dossier, procède à une inspection de l'établissement de soins et émet un avis relativement à l'octroi ou au refus d'un agrément spécial au moins deux mois avant l'échéance de l'agrément spécial provisoire.

L'avis est transmis au Conseil pour avis et au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès du Conseil.

**Art. 9.** Le Ministre statue dans un délai de trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par le Conseil.

**Art. 10.** La décision d'octroi d'un agrément spécial mentionne la date de sa prise d'effet, la durée de l'agrément spécial ainsi que, selon le cas, le nombre de lits ou de places ou la zone de soins pour lequel il est octroyé. La zone de soins est conforme à l'annexe I. Un service intégré de soins à domicile peut être agréé pour une zone ou plusieurs zones contiguës. Une dérogation aux limites des zones de soins telles que fixées en annexe I peut être accordée afin de tenir compte des limites des cercles de médecins généralistes qui sont agréés au jour de l'introduction de la demande, tels que visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes.

#### Section III. — De la prorogation de l'agrément spécial

**Art. 11.** La demande de prorogation d'agrément spécial doit, à peine de forclusion, être introduite au plus tard six mois avant l'échéance de l'agrément en cours.

La demande sera accompagnée des documents mentionnés à l'article 5.

Si les conditions énumérées à l'alinéa précédent sont remplies, l'agrément spécial antérieur est réputé prorogé de plein droit jusqu'à ce que le Ministre ait statué sur la demande de prorogation de l'agrément spécial.

**Art. 12.** L'administration instruit le dossier, procède à une inspection de l'établissement de soins et émet un avis relativement à l'octroi ou au refus de prorogation de l'agrément au moins deux mois avant l'échéance de l'agrément en cours.

L'avis est transmis au Conseil pour avis et au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès du Conseil.

Le Ministre statue dans un délai de trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par le Conseil. La prorogation est octroyée pour une période déterminée renouvelable ou pour une durée indéterminée.

CHAPITRE III. — *Des sanctions administratives*

**Art. 13.** Le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément spécial provisoire ou l'agrément spécial des établissements de soins qui ne respectent plus les normes.

**Art. 14.** Toute modification concernant les données énoncées à l'article 5 est communiquée à l'administration dans les trente jours. A défaut, une procédure de suspension peut être entamée.

**Art. 15.** La suspension de l'agrément spécial provisoire ou de l'agrément spécial implique pour l'établissement de soins l'interdiction d'accueillir de nouveaux résidents ou d'accueillir de nouvelles personnes. La décision de suspension doit être affichée à l'entrée de l'établissement.

L'établissement de soins est considéré comme ne s'inscrivant plus dans le cadre de la programmation dans la mesure définie par la décision de retrait.

**Art. 16.** Lorsque l'administration formule une proposition de suspension ou de retrait, elle notifie cette proposition ainsi que les motifs invoqués au gestionnaire de l'établissement de soins en l'informant qu'il dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification pour consulter son dossier et faire valoir ses observations écrites.

L'administration complète le dossier par les observations écrites du gestionnaire et par le procès-verbal d'audition du gestionnaire.

A cette fin, elle convoque le gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

L'administration rédige un rapport et transmet, dans les quinze jours, le dossier au Conseil qui formule son avis.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

L'administration communique également sa proposition aux bourgmestres concernés.

Le Ministre décide de la suspension ou du retrait dans un délai de trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par le Conseil.

**Art. 17.** L'administration notifie au gestionnaire les décisions de suspension ou de retrait.

CHAPITRE IV. — *De la fermeture d'urgence et de la fermeture**Section I<sup>re</sup>. — De la fermeture d'urgence*

**Art. 18.** Le Ministre peut décider d'urgence de la fermeture d'un établissement de soins pour des raisons de santé publique, de sécurité et de manquement grave aux normes.

**Art. 19.** Lorsque l'administration formule une proposition de fermeture d'urgence, elle notifie cette proposition ainsi que les motifs invoqués au gestionnaire de l'établissement de soins en l'informant qu'il dispose d'un délai de trois jours à dater de la réception de la notification pour consulter son dossier et faire valoir ses observations écrites.

L'administration communique également sa proposition aux bourgmestres concernés.

Le dossier transmis au Ministre contient le rapport de l'inspection et les observations du gestionnaire.

Le Ministre décide de la fermeture d'urgence d'un établissement de soins, dès réception du dossier.

L'administration notifie au gestionnaire les décisions de fermeture d'urgence.

*Section II. — De la fermeture*

**Art. 20.** Conformément à l'article 5, § 2, du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins, le refus de l'agrément spécial ainsi que le retrait de l'agrément spécial ou de l'agrément spécial provisoire entraînent la fermeture de l'établissement.

L'administration communique la décision de fermeture aux bourgmestres concernés et la notifie au gestionnaire.

**Art. 21.** La décision de refus ou de retrait prend effet le onzième jour après sa notification. A partir de cette date, il n'est plus permis d'admettre de nouveaux résidents ou d'accueillir de nouvelles personnes. Le gestionnaire dispose alors après ce terme, d'un délai de trois mois pour que les résidents aient quitté l'établissement et pour cesser toute activité.

**Art. 22.** Lorsque l'administration constate qu'un établissement de soins est exploité sans agrément spécial ou sans agrément spécial provisoire, elle en avertit le Ministre qui décide de la fermeture de cet établissement.

La notification de fermeture est faite dans les plus brefs délais au gestionnaire qui dispose alors, d'un délai de trois mois pour que les résidents aient quitté l'établissement et pour cesser toute activité.

CHAPITRE V. — *De l'exécution des décisions de fermeture et des décisions qui entraînent la fermeture*

**Art. 23.** Lorsqu'il procède à la fermeture d'un établissement de soins, le bourgmestre se consulte avec le Ministre et avec l'administration aux fins de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires dans l'intérêt des résidents, des personnes accueillies ou des patients.

CHAPITRE VI. — *Des recours*

**Art. 24.** Le recours visé à l'article 5, § 3, du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins est adressé à l'administration.

Pour être recevable, le recours contient :

1° les nom, prénoms, qualité, domicile ou siège social du requérant;

2° l'objet du recours et l'exposé des faits et moyens.

L'administration accuse réception du recours dans les dix jours de sa réception.

Le Gouvernement statue dans les nonante jours de la réception du recours.

CHAPITRE VII. — *Du renoncement au titre de fonctionnement*

**Art. 25.** Le pouvoir organisateur d'un établissement de soins qui décide de renoncer en tout ou en partie à l'agrément spécial ou à l'agrément spécial provisoire en avertit le Ministre au moins trois mois à l'avance.

Il mentionne la date à laquelle sa renonciation prendra effet.

Cet établissement de soins n'est plus inscrit dans le cadre de la programmation pour les lits auxquels il a renoncé.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 26.** Toutes les décisions prises sur la base du présent arrêté sont communiquées par l'administration aux bourgmestres et aux présidents des centres publics d'aide sociale concernés.

**Art. 27.** Sauf pour l'application de l'article 25 et pour la communication aux bourgmestres prévue à l'article 16, tous les actes de procédure sont envoyés sous pli recommandé à la poste.

**Art. 28.** Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 29 juillet 1983 fixant la procédure d'octroi et de retrait d'agrément spécial pour les maisons de repos et de soins;

2° l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 15 juin 1992 fixant la procédure d'octroi et de retrait d'agrément spécial pour les maisons de soins psychiatriques.

**Art. 29.** Les agréments spéciaux octroyés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à leur terme et au moins pendant une période d'un an à dater de cette entrée en vigueur.

Les agréments spéciaux provisoires octroyés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables pendant une période de six mois à dater de cette entrée en vigueur.

**Art. 30.** Les demandes d'agrément spécial introduites conformément aux arrêtés visés à l'article 28 restent valables.

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 32.** Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

ANNEXE 1<sup>re</sup>. — ZONES DE SOINS DES SERVICES INTEGRES DE SOINS A DOMICILE

**Zone 01 Mouscron-Tournai - Ath**

Antoing, Ath, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Fransnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

**Zone 02 La Louvière**

Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Soignies.

**Zone 03 Brabant**

Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain la Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre.

**Zone 04 Huy-Waremme**

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincient, Marchin, Modave, Nandrin, Oreya, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

**Zone 05 Liège**

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grace-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

**Zone 06 Verviers**

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

**Zone 07 Mons**

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quevy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

**Zone 08 Charleroi**

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Evêque, Gerpennes, Ham-sur-Heure-Nalines, Les Bons Villers, Lobbes, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

**Zone 09 Namur**

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

**Zone 10 Dinant**

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-Sur-Semois, Yvoir.

**Zone 11 Philippeville**

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

**Zone 12 Nord-Luxembourg**

Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Fauvillers, Gouvy, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Tellin, Tenneville, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Wellin.

**Zone 13 Sud-Luxembourg**

Arlon, Attert, Aubange, Chiny, Etalle, Florenville, Habay, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Rouvrois, Saint-Léger, Tintigny, Virton.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 865

[2004/200659]

**18 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 juli 1983 tot bepaling van de procedure voor de toekenning en de intrekking van de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 juli 1983 tot bepaling van de procedure voor de toekenning en de intrekking van de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juli 2002 houdende vaststelling van de programmatiecriteria voor de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon des établissements de soins" (Waalse adviesraad voor verzorgingsinstellingen), gegeven op 18 april 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse adviesraad voor de derde leeftijd), gegeven op 17 april 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 4 april 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 23 juni 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Die decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Die besluit is van toepassing op :

- 1° de rust- en verzorgingstehuizen;
- 2° de dagverzorgingscentra voor bejaarden;
- 3° de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- 4° de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "Minister" : de Minister van Gezondheid;
- 2° "verzorgingsinstellingen" : de instellingen en diensten bedoeld in artikel 2;
- 3° "administratie" : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 4° "Raad" : de "Conseil wallon des établissements de soins".

**HOOFDSTUK II. — Bijzondere erkenning en tijdelijke bijzondere erkenning**

**Afdeling I. — Basisregels**

**Art. 4.** De verzorgingsinstellingen die een bijzondere erkenning wensen te verkrijgen, dienen hun aanvraag bij de Minister in.

De inschrijving in de programmatie is een voorwaarde van ontvankelijkheid van de aanvraag indien reglementair vereist.

Overeenkomstig artikel 5, § 1, derde lid, van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen kan een tijdelijke bijzondere erkenning voor de duur van zes maanden toegekend worden aan de instellingen die een eerste aanvraag indienen.

**Afdeling II. — Eerste aanvraag om erkenning**

**Onderafdeling 1. — Tijdelijke bijzondere erkenning**

**Art. 5.** Volledigheidshalve bevat het dossier van de eerste aanvraag de volgende stukken :

- 1° het ingevulde en getekende formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald;
- 2° de naamlijst van het personeel of van de zelfstandige medewerkers, met de kwalificaties en de wekelijkse duur van de arbeidstijd of van de prestaties;

3° een afschrift van de overeenkomsten gesloten met andere verzorgingsinstellingen, instellingen of diensten, met name die waarmee overeenkomstig de erkenningsnormen een functionele band gegarandeerd moet worden.

Het dossier van de aanvraag om bijzondere erkenning vermeldt bovendien :

1° in het geval van een rust- en verzorgingstehuis :

- a) het aantal bedden waarvoor de bijzondere erkenning wordt aangevraagd;
- b) het huishoudelijk reglement betreffende de geneeskundige activiteit;
- c) in voorkomend geval, het bewijs van de gelijkwaardige beddenvermindering indien reglementair vereist;
- d) de benoemingsakte of de overeenkomst die de instelling en de geneesheer-coördinator of -adviseur bindt;

2° in het geval van een rust- en verzorgingstehuis dat niet beschikt over een vergunning om als rusthuis te functioneren :

- a) het aantal bedden waarvoor de bijzondere erkenning wordt aangevraagd;
- b) het huishoudelijk reglement betreffende de geneeskundige activiteit;
- c) in voorkomend geval, het bewijs van de gelijkwaardige beddenvermindering indien reglementair vereist;
- d) de benoemingsakte of de overeenkomst die de instelling en de geneesheer-coördinator of -adviseur bindt;
- e) een plan met de interne communicatiewegen per niveau, de bestemming van de lokalen en het aantal bedden waarop de aanvraag om bijzondere erkenning betrekking heeft;
- f) een brandveiligheidsattest dat minstens een jaar geleden is afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar de verzorgingsinstelling gevestigd is, vergezeld van het rapport van de territoriaal bevoegde brandweerdienst;
- g) de type-overeenkomst tussen de beheerder en de resident;
- h) het huishoudelijk reglement;

3° in het geval van een dagverzorgingscentrum :

- a) het aantal plaatsen waarvoor de bijzondere erkenning wordt aangevraagd;
- b) in voorkomend geval, het bewijs van de gelijkwaardige plaatsenvermindering indien reglementair vereist;

4° in het geval van een dagverzorgingscentrum dat niet beschikt over een vergunning om als dagverzorgingscentrum voor bejaarde personen te functioneren :

- a) het aantal plaatsen waarvoor de bijzondere erkenning wordt aangevraagd;
- b) in voorkomend geval, het bewijs van de gelijkwaardige plaatsenvermindering indien reglementair vereist;
- c) een plan met de interne communicatiewegen per niveau, de bestemming van de lokalen en het aantal plaatsen waarop de aanvraag om bijzondere erkenning betrekking heeft;
- d) een brandveiligheidsattest dat minstens een jaar geleden is afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar de verzorgingsinstelling gevestigd is, vergezeld van het rapport van de territoriaal bevoegde brandweerdienst;
- e) de type-overeenkomst tussen de beheerder en de opgevangen persoon;
- f) het huishoudelijk reglement;

5° in het geval van een psychiatrisch verzorgingstehuis :

- a) het aantal bedden waarvoor de bijzondere erkenning wordt aangevraagd;
- b) in voorkomend geval, het bewijs van de gelijkwaardige beddenvermindering indien reglementair vereist;
- c) een plan met de interne communicatiewegen per niveau, de bestemming van de lokalen en het aantal bedden waarop de aanvraag om bijzondere erkenning betrekking heeft;
- d) een brandveiligheidsattest dat minstens een jaar geleden is afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar de verzorgingsinstelling gevestigd is, vergezeld van het rapport van de territoriaal bevoegde brandweerdienst;

6° in het geval van een geïntegreerde dienst voor thuisverzorging :

- a) de statuten van de instelling;
- b) de zorgzone(s) te bedienen met inachtneming van de territoriale indeling die in bijlage gaat, alsook in voorkomend geval de organisatie van de operationele subzones. Er kan een aanvraag om afwijking van de grenzen van bedoelde zones ingediend worden om rekening te houden met de grenzen van de huisartsenkringen die erkend zijn op de datum van de indiening van de aanvraag, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkringen.

**Art. 6.** De administratie bezorgt de aanvrager binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het dossier, een bericht waarin hij hem mededeelt dat het dossier volledig is of waarin hij hem verzoekt het aan te vullen. In het tweede geval richt de administratie binnen dezelfde termijn een bericht aan de aanvrager als het dossier volledig is.

Bij gebrek aan verzending van een bericht binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt het dossier geacht volledig te zijn.

**Art. 7. § 1.** De tijdelijke bijzondere erkenning wordt aan de instellingen toegekend als de voorwaarden van ontvankelijkheid bedoeld in artikel 5 en in artikel 4, tweede lid, vervuld zijn.

De Minister kan ook het advies van de "Conseil wallon des établissements de soins" inwinnen.

In dat geval wordt het dossier bijkomend overgemaakt aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de Raad voor te leggen.

De Minister spreekt zich uit binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag om bijzondere erkenning.

§ 2. Het besluit tot toekenning van een tijdelijke bijzondere erkenning vermeldt de datum van inwerkingtreding ervan, alsook, al naar gelang het geval, het aantal bedden of plaatsen of de zorgzone waarvoor ze toegekend wordt. De zorgzone is conform bijlage I. Een geïntegreerde dienst voor thuisverzorging kan erkend worden voor één zone of voor verschillende aangrenzende zones. Een afwijking van de grenzen van de in bijlage I vastgelegde zorgzones kan toegekend worden om rekening te houden met de grenzen van de huisartsenkringen die erkend zijn op de datum van de indiening van de aanvraag, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkringen.

De tijdelijke bijzondere erkenning met dezelfde termijn kan verlengd worden als de formaliteiten bedoeld in artikel 8, eerste lid, niet uitgevoerd konden worden binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van toekenning van de tijdelijke bijzondere erkenning.

#### Onderafdeling 2. — *Bijzondere erkenning*

**Art. 8.** Tijdens de periode waarop de tijdelijke bijzondere erkenning betrekking heeft, onderzoekt de administratie het dossier. Ze gaat over tot een inspectie van de instelling en geeft minstens twee maanden vóór het verstrijken van de tijdelijke bijzondere erkenning advies over de toekenning of de weigering van een bijzondere erkenning.

Het advies wordt voor advies aan de Raad voorgelegd en aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de Raad voor te leggen.

**Art. 9.** De Minister spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de Raad advies uitbrengt.

**Art. 10.** Het besluit tot toekenning van een bijzondere erkenning vermeldt de datum van inwerkingtreding ervan, alsook, al naar gelang het geval, het aantal bedden of plaatsen of de zorgzone waarvoor ze toegekend wordt. De zorgzone is conform bijlage I. Een geïntegreerde dienst voor thuisverzorging kan erkend worden voor één zone of voor verschillende aangrenzende zones. Een afwijking van de grenzen van de in bijlage I vastgelegde zorgzones kan toegekend worden om rekening te houden met de grenzen van de huisartsenkringen die erkend zijn op de datum van de indiening van de aanvraag, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkringen.

#### *Afdeling III. — Verlenging van de bijzondere erkenning*

**Art. 11.** De aanvraag om verlenging van de bijzondere erkenning wordt uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning ingediend, op straffe van verval.

De aanvraag gaat vergezeld van de stukken vermeld in artikel 5.

Als de in het vorige lid opgesomde voorwaarden vervuld zijn, wordt de vorige bijzondere erkenning geacht van rechtswege verlengd te zijn zolang de Minister zich niet heeft uitgesproken over de aanvraag om verlenging van de bijzondere erkenning.

**Art. 12.** De administratie onderzoekt het dossier, gaat over tot een inspectie van de instelling en geeft minstens twee maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning advies over de toekenning of de weigering van de verlenging van de erkenning.

Het advies wordt voor advies voorgelegd aan de Raad en aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de Raad voor te leggen.

De Minister spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de Raad advies uitbrengt. De verlenging wordt toegekend voor een verlengbare bepaalde duur of voor onbepaalde duur.

#### *HOOFDSTUK III. — Administratieve sancties*

**Art. 13.** De Minister kan de tijdelijke bijzondere erkenning of de bijzondere erkenning van de verzorgingsinstellingen die niet meer aan de normen voldoen, opschorten of intrekken.

**Art. 14.** De administratie wordt binnen dertig dagen in kennis gesteld van elke wijziging van de gegevens vermeld in artikel 5. Zoniet kan een opschortingsprocedure opgestart worden.

**Art. 15.** De opschorting van de tijdelijke bijzondere erkenning of van de bijzondere erkenning houdt in dat de verzorgingsinstelling geen nieuwe residenten of personen meer mag opvangen. Het besluit tot opschorting wordt aangeplakt bij de ingang van de instelling.

Door de maatregel die voortvloeit uit het besluit tot intrekking wordt de verzorgingsinstelling beschouwd als zijnde niet meer opgenomen in het kader van de programmatie.

**Art. 16.** Als de administratie een voorstel tot opschorting of intrekking formuleert, geeft ze de beheerder van de verzorgingsinstelling kennis van dat voorstel, alsook van de ingeroepen motieven. Ze wijst hem erop dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn dossier in te kijken en om zijn opmerkingen in een schrijven te laten gelden.

De administratie vult het dossier aan met de geschreven opmerkingen van de beheerder en met het proces-verbaal van zijn verhoor.

Daartoe roept ze de beheerder op bij ter post aangetekende brief of in een schrijven afgegeven tegen bericht van ontvangst, met opgave van de plaats en het tijdstip van het verhoor.

In de oproeping wordt gewezen op de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De administratie stelt een rapport op en stuurt het dossier binnen vijftien dagen naar de Raad, die advies uitbrengt.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen voor te dragen wordt in het proces-verbaal van verhoor vermeld.

De administratie deelt haar voorstel ook mee aan de betrokken burgemeesters.

De Minister doet uitspraak over de opschorting of de intrekking binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de Raad advies uitbrengt.

**Art. 17.** De administratie geeft de beheerder kennis van de besluiten tot opschorting of intrekking.

#### *HOOFDSTUK IV. — Dringende sluiting en sluiting*

##### *Afdeling I. — Dringende sluiting*

**Art. 18.** De Minister kan om redenen van volksgezondheid, veiligheid en ernstige overtreding van de normen besluiten tot de dringende sluiting van een verzorgingsinstelling.

**Art. 19.** Als de administratie een voorstel tot dringende sluiting formuleert, geeft ze de beheerder van de verzorgingsinstelling kennis van dat voorstel en van de ingeroepen motieven. Ze wijst hem erop dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van drie dagen beschikt om zijn dossier in te kijken en om zijn opmerkingen in een schrijven te laten gelden.

De administratie deelt haar voorstel ook mee aan de betrokken burgemeesters.

Het aan de Minister overgemaakte dossier bevat het rapport van de inspectie en de opmerkingen van de beheerder.

De Minister besluit tot de dringende sluiting van de verzorgingsinstelling na ontvangst van het dossier.

De administratie geeft de beheerder kennis van de besluiten tot dringende sluiting.

##### *Afdeling II. — Sluiting*

**Art. 20.** Overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen, hebben de weigering van de bijzondere erkenning alsmede de intrekking van de bijzondere erkenning of van de tijdelijke bijzondere erkenning de sluiting van de instelling tot gevolg.

De administratie geeft de betrokken burgemeesters en de beheerder kennis van het besluit.

**Art. 21.** Het besluit tot weigering of intrekking treedt in werking op de elfde dag na de kennisgeving ervan. Vanaf die datum is het verboden nieuwe residenten of nieuwe personen op te vangen. De beheerder beschikt na die termijn over drie maanden om de instelling te ontruimen en elke activiteit stop te zetten.

**Art. 22.** Als de administratie vaststelt dat een verzorgingsinstelling zonder bijzondere erkenning of tijdelijke bijzondere erkenning uitgebaat wordt, verwittigt ze de Minister, die tot de sluiting van de instelling besluit.

De beheerder wordt zo spoedig mogelijk in kennis gesteld van de sluiting en beschikt vervolgens over een termijn van drie maanden om de instelling te ontruimen en elke activiteit stop te zetten.

HOOFDSTUK V. — *Uitvoering van de besluiten tot sluiting en van de besluiten die sluiting tot gevolg hebben*

**Art. 23.** Als de burgemeester een verzorgingsinstelling laat sluiten, pleegt hij overleg met de Minister en de administratie om alle nodige maatregelen uit te voeren in het belang van de residenten, de opgevangen personen of de patiënten.

HOOFDSTUK VI. — *Beroepen*

**Art. 24.** Het beroep bedoeld in artikel 5, § 3, van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen wordt aan de administratie gericht.

Om ontvankelijk te zijn bevat het beroep :

1° de naam, de voornamen, de hoedanigheid, de woonplaats of de maatschappelijke zetel van de aanvrager,

2° zijn voorwerp en de uiteenzetting van de feiten en middelen.

De administratie bericht ontvangst van het beroep binnen tien dagen na ontvangst ervan.

De Regering doet uitspraak binnen negentig dagen na ontvangst van het beroep.

HOOFDSTUK VII. — *Afstand van de werkingsvergunning*

**Art. 25.** De inrichtende macht van een verzorgingsinstelling die beslist geheel of gedeeltelijk afstand te doen van de bijzondere erkenning of van de tijdelijke bijzondere erkenning geeft de Minister drie maanden op voorhand kennis daarvan.

Zij vermeldt de datum waarop de afstand in werking treedt.

Bedoelde verzorgingsinstelling is niet meer in het kader van de programmatie ingeschreven voor de bedden waarvan ze afstand heeft gedaan.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 26.** Alle beslissingen genomen krachtens dit besluit worden door de administratie meegedeeld aan de betrokken burgemeesters en voorzitters van openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

**Art. 27.** Alle procedureakten worden bij ter post aangetekend schrijven verstuurd, behalve wat betreft de toepassing van artikel 25 en de in artikel 16 bedoelde kennisgeving aan de burgemeesters.

**Art. 28.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 juli 1983 tot bepaling van de procedure voor de toekenning en de intrekking van de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen;

2° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 15 juni 1992 tot bepaling van de procedure voor de toekenning en de intrekking van de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen.

**Art. 29.** De bijzondere erkenningen toegekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijven geldig tot de vervaldatum ervan en hoe dan ook gedurende een periode van één jaar, met ingang van bedoelde inwerkingtreding.

De tijdelijke bijzondere erkenningen toegekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijven geldig gedurende een periode van zes maanden, met ingang van bedoelde inwerkingtreding.

**Art. 30.** De aanvragen om bijzondere erkenning ingediend overeenkomstig de besluiten bedoeld in artikel 28 blijven geldig.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 32.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

BIJLAGE I. — ZORGZONES BETREFFENDE DE GEINTEGREERDE DIENSTEN VOOR THUISVERZORGING

**Zone 01 Moeskroen-Doornik - Aat**

Antoing, Aat, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Komen-Waasten, Elezele, Estaimpuis, Vloesberg, Frasnes-lez-Anvaing, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Kluisbergen, Moeskroen, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Doornik.

**Zone 02 La Louvière**

Binche, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Edingen, Erquelinnes, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Zinnik.

**Zone 03 Brabant**

Beauvechain, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Graven, Hélécine, Incourt, Itter, Geldenaken, Terhulpen, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwijs, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubeke, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Waver.

**Zone 04 Hoei-Borgworm**

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannuit, Héron, Hoei, Lincen, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le Bouillet, Wanze, Borgworm, Wasseiges.

**Zone 05 Luik**

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grace-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

**Zone 06 Verviers**

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

**Zone 07 Bergen**

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, Lens, Bergen, Quaregnon, Quevy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

**Zone 08 Charleroi**

Aiseau-Présles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

**Zone 09 Namen**

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Fosses-la-Ville, Gembloers, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

**Zone 10 Dinant**

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

**Zone 11 Philippeville**

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

**Zone 12 Noord-Luxemburg**

Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Fauvillers, Gouvy, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Tellin, Tenneville, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Wellin.

**Zone 13 Zuid-Luxemburg**

Aarlen, Attert, Aubange, Chiny, Etalle, Florenville, Habay, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny, Virton.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, de dagverzorgingscentra voor bejaarden, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

**MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

F. 2004 — 866

[2004/200660]

**29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant conversion des grades des agents transférés de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 88, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant assentiment à l'avenant du 4 juin 2003 modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et les moyennes entreprises;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2003 transférant les membres du personnel de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à la Région;

Considérant que l'article 25 du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, prévoit que les membres du personnel de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises transférés à la Région sont transférés à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises;

Considérant que le 2<sup>e</sup> alinéa de ce même article 25 prévoit que les membres sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité et qu'ils conservent au-moins les droits pécuniaires et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer dans leur service la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert;

Considérant la date d'entrée en vigueur, fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2003, de l'arrêté du 9 septembre 2003 transférant les membres du personnel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 2003;

Vu le protocole de négociation n° 408 du Comité de secteur n° XVI, établi le 5 décembre 2003;